

— Eté 1936: —

la vague de grèves continuait

P. 6 - 7

LUTTE OUVRIÈRE

Négociations
patronat-syndicats :

**le CNPF
voudrait
la caution
des syndicats
pour licencier**

P. 8

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 945 - 12 juillet 1986 - prix : 6 F

**La bombe,
celle de la préfecture,
ou celle des Turenge :
une arme,
au service de l'oppression**



Dans le monde

Page 12 :

- 5 milliards d'hommes... 4 milliards de pauvres.
- La banque mondiale et la faim dans le monde : le profit affame les peuples.
- Brésil : le plan "Tropical" : austérité et rationnement pour la population.

Politique

Pages 6 et 7 :

- L'été 36 en France : la vague de grèves continuait.

Economique et social

Page 4 :

- Les projets du gouvernement : immigration, Sécurité sociale, chômage, le public au service du privé.

Page 8 :

- Négociations CNPF - syndicats.
- Dans les entreprises : Normed (La Ciotat) ; Unimétal (Neuves-Maisons).

Page 9 :

- Dans les entreprises : Air France ; Chausson - Gennevilliers ; Ateliers SNCF (Nanterre-la-Folie) ; CHU (Rouen) ; Citroën (Saint-Ouen).

Loisirs et culture

Pages 10 et 11 :

- Réédition en collection de poche de : *L'île des Pingouins* d'Anatole France.
- Anatole France, compagnon de route du mouvement ouvrier socialiste.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction :
Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE

pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Coup de théâtre ou première répétition ?

"Coup de théâtre", "coup d'opérette", "farce"... tels ont été les titres de la presse ou les appréciations de politiciens sur la rébellion d'Arturo Tolentino, dimanche 6 juillet à Manille.

Et pourtant, en ne rassemblant qu'une poignée de militaires et de nostalgiques de Marcos il a pu tenir plus de 24 heures dans l'hôtel Manilla où il s'était installé. Et c'est avec un grand ménagement qu'il a été traité. Et tout ce que l'on sait pour l'instant de la peine qui l'attend, c'est... d'avoir à payer la note de l'hôtel qu'il a occupé et un dédommagement à l'hôtelier pour les clients qu'il a fait fuir. Quant aux 58 hommes de troupe et neuf officiers (dont quatre généraux et deux colonels) qui étaient encore présents à l'hôtel Manilla au moment de la reddition, ils ont dû faire pour punition "30 pompes". La presse dit même que le général Ramos, chef d'état-major les aurait faites lui-même en même temps que les soldats punis. Par solidarité? Pour se faire ensemble les muscles pour une prochaine fois? On peut se poser la question.

Car si cette fois la tentative de coup d'Etat a tourné court, c'est peut être seulement que ce n'était pas encore l'heure de l'entrée en scène pour les militaires putschistes. D'autant que les Etats-Unis

avaient tenu à rappeler dès le dimanche après-midi qu'ils soutenaient le gouvernement de Corazon Aquino.

Celle-ci pour l'instant bénéficie des illusions qu'a créées dans la population son personnage de veuve du leader oppositionnel assassiné sous la dictature. Et en même temps qu'elle désarme moralement la population qu'avait révoltée la dictature, elle tente, n'en déplaise aux militaires les plus bornés, de négocier avec les chefs de la guérilla.

Mais l'armée est toujours là, la même que sous Marcos, avec les mêmes chefs, intouchable. Et elle est prête à reprendre le devant de la scène et à rétablir une dictature sanglante, dès que les Etats-Unis, les hommes d'affaires philippins ou l'état-major estimeront que les illusions entretenues par Mme Aquino ne suffisent plus à endormir un peuple qui connaît toujours en réalité la même oppression et la même misère.

Samuel LATAN



Les militaires fidèles à Aquino... pour l'instant (AFP).

AFRIQUE DU SUD

Les travailleurs ne désarment pas

La grève des mineurs sud-africains, commencée le 3 juillet dernier dans les mines de diamants, s'est étendue aux mines d'or. Les mineurs demandent la libération de syndicalistes détenus en vertu de l'état d'urgence, décrété le 12 juin dernier.

Depuis cette date, peu d'informations filtrent hors d'Afrique du Sud, la seule source autorisée étant le Bureau d'informations officiel.

On sait cependant que les affrontements et les arrestations continuent. Le week-end dernier, les forces de sécurité ont tué un jeune noir à Soweto. Un commu-

niqué officiel a annoncé la mort de 15 mineurs du Transvaal lors d'affrontements entre mineurs noirs qui ont fait également 13 blessés. A ce propos, les autorités, parlent laconiquement de bagarres entre "factions rivales". Une explication à apprécier à sa juste valeur, quand on sait comment le pouvoir blanc sait attiser les dissensions entre les Noirs et comment la police peut les utiliser comme on l'a vu récemment lors des affrontements de Crossroads.

Depuis un mois que dure l'état d'urgence, les arrestations se sont multipliées : 5.000 selon l'opposition dont 900 syndicalistes; la

répression a continué : 110 personnes, selon les chiffres officiels, ont été tuées depuis le 12 juin, 2.000 depuis septembre 84. Le gouvernement s'était vanté, en instaurant l'état d'urgence, de réussir à ramener le calme et à restaurer l'ordre.

Il n'a réussi qu'à faire régner un silence, relatif d'ailleurs, sur les exactions de ses troupes de sécurité.

Il a peut-être muselé la presse, mais pas les travailleurs noirs qui, pour le moment, ne désarment pas.

S.M.

TUNISIE

Limogeage du Premier ministre

Bourguiba a démis de ses fonctions son Premier ministre et dauphin désigné, Mohamed Mzali.

Il y a six ans, en avril 80, il lui avait confié le pouvoir; il y a moins d'un mois, il lui avait réaffirmé sa "confiance pour le présent et pour l'avenir". Aujourd'hui, il le "démisionne", comme il l'a fait pour bien d'autres qui auraient pu lui faire de l'ombre, y compris sa propre femme Wassila Bourguiba, récemment écartée du pouvoir.

Bourguiba, le "combattant suprême", décide de tout, comme il l'a toujours fait. Mais... mais il a 83 ans.

C'est sans doute une raison de plus, à ses yeux, d'écartier les dauphins susceptibles de croire l'échéance et le pouvoir plus proches qu'il ne le conviendrait.

Mais c'est une raison de plus, pour inquiéter son entourage et le milieu politique international.

Le Monde du 10 juillet se fait l'écho de cette préoccupation quand il se demande si la Tunisie "trouvera sans

heurts l'héritier d'un pouvoir sans partage".

Bourguiba disparu, sans que la relève soit assurée, sans qu'un successeur officiel ait eu le temps d'assurer son pouvoir, de se faire reconnaître de l'appareil d'Etat : voilà la porte

ouverte aux luttes de factions, aux querelles entre prétendants... à une crise du pouvoir, où la population risquerait elle aussi d'intervenir et mettre en avant ses intérêts à elle.

S.M.

CHILI

Malgré la répression les manifestations continuent

La grève générale qui a eu lieu au Chili les 2 et 3 juillet derniers a fait 7 morts, une cinquantaine de blessés et donné lieu à 600 arrestations.

De mois en mois, l'opposition à la dictature de Pinochet grandit et, surtout, ne craint pas de s'affirmer dans de grandes démonstrations, alors même que la brutalité de la répression à laquelle elles donnent lieu est connue de tous à l'avance.

Mais Pinochet s'accroche au pouvoir comme il y est venu : par la force, la force brutale de ses armées.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sem-

blent prendre quelque distance avec la dictature chilienne, comme en témoigne la demande d'explications faite par le gouvernement américain à propos de la mort, durant les deux journées de grève, d'un jeune Chilien qui résidait aux Etats-Unis. Mais il est plus facile d'appuyer l'installation d'un Pinochet au pouvoir, comme les dirigeants américains l'ont fait en 1973, que de l'en déloger!

En attendant, les forces armées, dont les cadres ont été formés et entraînés par les Etats-Unis, continuent de tirer dans la population.

La bombe, celle de la préfecture, ou celle des Turenge : une arme au service de l'oppression

L' attentat de mercredi après-midi, au siège de la Brigade de Répression du Banditisme, illustre une fois de plus le fait que les attentats terroristes en général, et encore plus particulièrement le terrorisme à la bombe, ne sont vraiment pas des armes au service des exploités et du prolétariat.

Quels que soient ceux qui sont à l'origine de cet attentat, quelles que soient leurs revendications, quel que soit le drapeau, le sigle idéologique dont ils se couvrent, ils sont dans le camp des exploités et des oppresseurs.

Pour les exploités, pour la classe ouvrière, s'émanciper de la société capitaliste ne pourra probablement se faire qu'au travers d'une lutte violente. En tout cas, il faut s'y attendre car les exploités ne céderont pas la place sans défendre leurs privilèges. Mais s'émanciper, pour les exploités, cela signifie surtout être à même de construire une nouvelle société, de nouveaux types de rapports humains, et on ne peut y parvenir par l'action incontrôlée d'appareils coupés des masses au nom desquelles ils prétendent agir.

C'est ce qui a entraîné, de tout temps, la condamnation du terrorisme, non seulement par l'ensemble du mouvement ouvrier, mais plus encore par les révolutionnaires communistes, que ce soit du temps de Marx ou du temps de Lénine.

Evidemment, les auteurs de cet attentat n'appartiennent pas au mouvement ouvrier, et rien ne dit d'ailleurs qu'ils prétendent en quoi que ce soit agir au nom de la classe ouvrière, ou d'exploités quels qu'ils soient.

C'est bien d'ailleurs une caractéristique de ce type d'actions, qu'elles sont à tel point privées de sens, de raison, ou d'utilité, qu'on peut tout aussi bien les attribuer à des groupes qui se disent d'extrême-gauche, qu'à des pro-Palestiniens, qu'à des organisations d'extrême-droite, ou encore à l'un quelconque, manipulé par les deux autres.

L'hypothèse a été émise que cet attentat pourrait être destiné à faire reculer le tribunal français qui juge actuellement un terroriste libanais. Il est évident — on l'a vu dans le passé — que cela peut être efficace, quoiqu'en disent les gouvernements. Bien des gouvernements, de gauche ou de droite, du gouvernement français à celui de bien d'autres pays, ont reculé devant ce type de menaces et ont renoncé à condamner des agents étrangers, ou lorsqu'ils les ont condamnés, pour la forme, les ont libérés, discrètement, par la suite. Et cela sous

la pression parfois de gouvernements étrangers, et parfois de groupes terroristes liés à des appareils d'Etat. Il ne s'agit plus d'une lutte contre l'oppression, il s'agit véritablement alors d'actes de guerre, de représailles et de rétorsions entre Etats.

Lorsqu'il s'agit d'Etats faibles, ils se servent de la menace de groupes terroristes dits "incontrôlés". Lorsqu'il s'agit d'Etats plus forts, ils se servent d'autres menaces : celle pure et simple d'une intervention militaire, parfois de représailles économiques, ou encore, en sens contraire, on l'a vu récemment, de cadeaux financiers.

L'Etat français n'a pas agi différemment pour défendre les deux terroristes professionnels bien que maladroitement qu'il avait envoyés en Nouvelle-Zélande, et qui ont été complices de l'assassinat, à la bombe, d'un photographe portugais. L'Etat français n'a pas empêché ces terroristes d'être jugés, mais il a obtenu leur libération très anticipée.

Peut-être aujourd'hui, d'autres terroristes n'empêcheront pas un tribunal à Lyon de juger et de condamner un terroriste libanais, mais peut-être obtiendront-ils qu'on le libère bien avant la fin de sa peine, discrètement, quitte à l'expulser provisoirement dans une ville de la Méditerranée, à défaut d'un atoll du Pacifique. Ce terrorisme-là, effectivement, est payant, car c'est un terrorisme d'Etat. Mais il participe au maintien des Etats et de leurs polices, ouvertes ou secrètes, car il joue leur jeu, avec les pires de leurs méthodes.

Mais entre les mains de la classe ouvrière, des pauvres et des opprimés, le terrorisme ne peut servir à rien. L'attentat de mercredi ne change en rien le comportement des policiers, sinon en pire, et c'est en quoi il pourrait tout aussi bien être le fait de l'extrême-droite. Les pauvres et les opprimés ne peuvent s'émanciper qu'au travers d'instruments qu'ils pourront contrôler, démocratiquement, et ce n'est pas le cas des groupes terroristes.

On peut aussi remarquer en passant qu'il est plus facile au gouvernement de droite, comme à celui de gauche qui l'a précédé, de multiplier les rondes de police en armes, les contrôles d'identité, les tracasseries envers les étrangers que d'empêcher un seul attentat terroriste, voire une seule vieille dame ou une seule fillette d'être assassinée ou encore une seule mort d'adolescent par overdose.

Arlette LAGUILLER

Terroristes ou ronds-de-cuir ? C'est selon...

Un an presque jour pour jour après le plasticage dans le port d'Auckland du navire écologiste Greenpeace et la mort du photographe portugais Fernando Pereira, ceux que la justice néo-zélandaise a jugés coupables, les "faux époux Turenge" qui émarquent aux services secrets français, viennent d'être relâchés.

Leurs employeurs, actuels ou passés, se félicitent. Mitterrand parle "d'un aboutissement heureux"; Henu d'une affaire "enfin réglée"; Giscard donne ses "félicitations". Et même le Premier ministre de Nouvelle-Zélande y voit une "issue appropriée".

Et Greenpeace alors ? Et la famille de Pereira ? Qu'ils se consolent avec les contreparties financières de l'Etat français ! Et

comme cette "libération" de terroristes d'Etat s'est faite sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU, il n'y a aucun recours.

Et c'est comme ça. Comme tous les grands Etats, l'Etat français entretient à nos frais des spécialistes de l'espionnage, de la casse et, s'il le faut, du meurtre. Il entretient et entraîne des terroristes. La base d'Aspretto a été dissoute depuis l'attentat d'Auckland, mais la DGSE continue à recruter ses commandos dans les paras du 11^e de choc.

Evidemment, les bourgeois parlent de "terroristes" pour qualifier des hommes au service, bénévole ou rétribué, d'Etats pauvres. Ils parlent alors aussi de "fanatiques" ou de "tueurs à gages". Les leurs, de tueurs, ils les appellent au contraire des

fonctionnaires, "d'honorables militaires", ou encore des "agents de la DGSE". Et ils leur donnent des médailles pour leurs états de service.

C.B.



ONUTILE

Mais si, l'ONU, ce machin, ça sert à quelque chose. Perez de Cuellar, son Secrétaire général, n'est-il pas le chef de l'union des nations du monde ?

Sans doute, personne ne le connaissait et, après son coup d'éclat de ces derniers jours, il est en passe de redevenir tout aussi ignoré. Ingrate opinion publique !

Oh ! Il n'a pas arrêté les combats au Liban, ses Casques bleus n'en avaient pas les moyens. Désarmer les bandes de contre-révolutionnaires que Reagan finance en Amérique centrale ? Faut pas rêver, ce n'est pas dans ses intentions. Quant à la guerre Iran - Irak ? Pour l'ONU, c'est sans importance, quelques millions de morts dans les sables...

Non, si Monsieur Perez de Cuellar se frotte les mains, c'est qu'il vient d'œuvrer pour la paix entre deux pays riches, en mettant fin à la guerre économique que se livraient la France et la Nouvelle-Zélande pour du mouton et pour du beurre.

Voilà enfin une œuvre digne de l'organisation mondiale que sont les Nations unies : échanger deux espions contre des tonnes de viande surgelée et de graisse et aussi quelques poignées de dollars !

Brillante réussite. De quoi éclipser la carrière non moins brillante de son prédécesseur Kurt Waldheim.

Les projets du gouvernement

IMMIGRATION

Police ou justice : la palme de l'arbitraire est très disputée...

Le projet de loi du gouvernement sur les conditions de séjour (et d'expulsion) des étrangers vivant en France se poursuit à l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi renforce quelque peu l'arsenal juridique existant déjà dans ce domaine, en particulier en faisant à nouveau dépendre la décision d'expulsion de l'administration, alors que le gouvernement socialiste en avait

confié la décision à la justice. Mais, comme le rappelait en connaissance un porte-parole des parlementaires socialistes, la situation des étrangers est "moins un problème de législation que d'application des textes".

Et, dans ce domaine, les juges n'étaient pas forcément plus tendres que ne le seront les préfets comme le souligne une information publiée par *Libération* du 9 juillet : Karim, un jeune de

18 ans vivant à Feyzin avec sa mère naturalisée française, était interpellé le 2 juillet à propos d'un vol de mobylette. Mis hors de cause, les policiers découvriraient cependant que ses papiers n'étaient pas en règle. Le soir même, il passait devant la sixième chambre correctionnelle de Lyon pour infraction au titre de séjour, et les magistrats décidaient de son expulsion immédiate. Karim, pratiquement muet à la suite

d'une méningite, n'avait pas pu s'expliquer...

Détenu en attendant l'avion, il a fallu la tournée d'une permanente de la CIMADE pour qu'on découvre que Karim était de nationalité française...

Cela en dit long sur les procédures expéditives, et, dans ce domaine, l'administration n'a rien à envier à la justice!

J.J.F.

SÉCURITÉ SOCIALE

La prochaine pilule

Pour résoudre les problèmes de la Sécurité sociale sans obliger les patrons à payer leurs dettes et l'Etat à payer ses propres dépenses, il ne restait au gouvernement qu'à s'en prendre aux usagers; ce qu'il a fait la semaine dernière en annonçant l'augmentation des rentrées par la hausse de 0,7 % de l'assurance-vieillesse et le retassement d'un prélèvement fiscal obligatoire de 0,4 %.

Restait à diminuer les dépenses en rognant sur les rembourse-

ments. Apparemment, les projets ne manquent pas. Selon la CGT, il est question de l'"instauration d'un ticket modérateur variable selon les résultats financiers des caisses régionales d'assurances-maladie, (de la) limitation à trois médicaments par ordonnance, (de la) suppression de remboursements à 100 % pour les bénéficiaires de rentes accidents du travail, (de l')instauration d'une franchise de 300 F par an pour les soins". Pour les vieux, "la majoration pour conjoint à charge et

celle du supplément pension pour enfant" pourraient être supprimées. Enfin, du côté des allocations familiales, il y aurait remise en cause pure et simple de leur attribution dans les cas de "foyer où la femme assure une activité professionnelle" et "l'âge limite du versement des prestations pourrait être ramené de 20 à 18 ans".

Le gouvernement n'a rien démenti. Et le *Figaro* de citer d'autres mesures qui seraient à l'étude, comme le "déclassement

de certains médicaments qui seraient moins ou plus du tout remboursés, (l') instauration d'un forfait feuille de soins de deux francs, (la) revalorisation du forfait hospitalier, (la) remise en ordre des remboursements à 100 %."

Quand on nous parle de "trou" du budget de la Sécurité sociale, c'est un trou dans la poche des assurés sociaux que l'on s'appête à faire.

H.M.

CHÔMAGE

TUC ou PIL, tu perds

Dans le domaine du camouflage du chômage, l'actuel gouvernement de droite a du mal à trouver des idées nouvelles : il prévoit de continuer les TUC, mais il veut les étendre. Les plus de 25 ans, chômeurs de longue durée, pourraient se voir proposer de petits boulots, moyennant un pécule supplémentaire versé par les communes. Cela ne ferait

pas moins de chômeurs, mais ils ne seraient plus comptabilisés comme tels. Cela s'appellerait "programme d'intérêt local" : PIL.

Dans un autre ordre d'idées, le ministre Séguin va tenter d'officialiser une partie du travail au noir. La mesure envisagée consisterait à exonérer de charges sociales et d'impôts les particuliers qui

emploient actuellement du travail au noir, et du coup déclareraient ces petits travaux. A défaut de créer des emplois, on pourrait en faire sortir un certain nombre au grand jour, voilà toute la nouveauté.

Pour les besoins de la cause, le travail au noir, jusqu'ici sévèrement dénoncé, serait tout à coup promu par le ministre "activités

de service mutuels dans un cadre de voisinage", et blanchi puisqu'il permettrait de faire baisser les statistiques.

Il y avait l'autre semaine à Paris un congrès de médecine contre les charlatans. Il aurait fallu y inclure les gouvernants...

Ph.A.

LUTTE DE CLASSE

A partir de ce mois de juillet, paraîtra une nouvelle revue *Lutte de classe*, éditée en trois langues (Français, Anglais, Espagnol) par les groupes Lutte Ouvrière (France), Spark (USA), Combat Ouvrier (Antilles francophones) et UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes).

Cette revue exprimera les analyses de ces organisations sur l'actualité politique et sociale internationale. Elle a pour ambition de s'adresser à tous les travailleurs révolutionnaires, à tous les militants trotskistes qui souhaitent une réelle confrontation politique entre les différentes tendances trotskistes de par le monde.

Au sommaire du premier numéro :

- A nos lecteurs 2
- Sur la situation actuelle du mouvement trotskyste 6
- France : les cent jours de Chirac 16
- Argentine : le MAS face au nouveau cours du Parti Communiste Argentin 24
- Espagne : rien de changé après les élections du 22 juin 36
- France : entreprises nationalisées et service public 40

La saison des feux

Les feux de forêt ont recommencé dans le Midi. Plusieurs incendies ont éclaté ces derniers jours : dans l'Aude, les Bouches-du-Rhône, le Var et les Pyrénées-Orientales : en tout 3 600 hectares de forêt ont été dévastés.

Et comme d'habitude, on a constaté : il manque des moyens de surveillance pour détecter aussitôt les incendies; il manque des pompiers; il manque des avions de type Canadair pour combattre les brasiers. Sur les 23 appareils de la flotte, 13 seulement ont pu participer aux opérations de secours, les autres étant hors d'état de voler.

Tout le monde le sait, tout le monde en parle. Mais dès l'été revenu, ça recommence. Que voulez-vous ? C'est fatal. Les beaux jours sont là, la preuve : la forêt brûle...

Le public au service du privé

Les patrons ne veulent pas être câblés

Léotard voulait confier au privé l'installation de réseaux câblés de télévision.

Mais les patrons de l'électronique ne l'entendent pas de cette oreille et ont demandé au ministre de laisser aux PTT la responsabilité de développer les réseaux câblés aux PTT dont ils seront bien entendu les fournisseurs à prix d'or...

Une fois l'installation faite aux frais des PTT, il sera toujours temps de voir s'il vaut mieux laisser la gestion et l'entretien du

réseau aux PTT ou les "privatiser"...

"Privatisation", "nationalisation" : les politiciens ont chacun leur langage préféré selon leur clientèle électorale. Mais les patrons voient les choses plus simplement : ils veulent des profits privés, et des dépenses publiques...

La Mairie de Paris liquide son eau

Si câbler Paris, n'est pas encore immédiatement rentable, la capitale a tout de même de bons tuyaux. Depuis le début de 1985, la distribution de l'eau aux Parisiens a été confiée par la Mai-

rie de Paris à la Compagnie Générale des Eaux et à la Lyonnaise des Eaux.

Maintenant, c'est la production elle-même et l'acheminement jusqu'à Paris que Chirac

envisage de céder à la Lyonnaise des Eaux.

Pure coïncidence, le Président de cette entreprise est Jérôme Monod, ex-secrétaire général du RPR... Le gouvernement socialiste nous avait déjà habitués à ces coïncidences avec l'attribution de la 5^e chaîne à un autre Jérôme, Seydoux celui-là, d'un clan patronal notoirement proche de Mitterrand...

La CGT du service des Eaux fait remarquer que, depuis janvier 1985, les tarifs ont augmenté de 26 %... Que voulez-vous : les porteurs d'eau des temps modernes ne vivent pas d'amour et d'eau fraîche!

Toujours plus

Dans la série "Les patrons en demandent plus", le groupe Péchiney vient d'ajouter un épisode.

Ce groupe producteur d'aluminium vient d'annoncer un projet de fermeture de deux usines, une à

Noguères (700 emplois), et une à Rioupéroux (270 emplois). C'est que, voyez-vous, le coût de l'électricité en France serait trop élevé. Deux contrats avaient bien été signés en 1983 entre Péchiney et EDF, mais, depuis cette date, des choses ont changé, alors pourquoi

ne pas mettre les gouvernements en concurrence... de ristournes ?

Comme tout bon marchand, Péchiney fait mine de partir. Il obtiendra peut-être un rabais supplémentaire, sans que ça ne l'empêche de licencier !

HYPOCRISIE DE DROITE,
HYPOCRISIE DE GAUCHE

Les gouvernements passent, la police reste la même

Quand la gauche était au gouvernement, chaque mort de policier était l'occasion pour la droite, sa presse, ses hommes politiques de partir en campagne contre le "laxisme" de la gauche...

Quand la droite était au gouvernement, et depuis qu'elle y est revenue, chaque "bavure" de la police est l'occasion pour la gauche officielle de partir en guerre contre le "climat sécuritaire" qu'entreprendrait la droite...

Mais y avait-il moins de "bavures" policières lorsque Defferre ou Joxe sévissaient au ministère de l'Intérieur ? Et y a-t-il moins de policiers tués depuis que Pasqua et Pandraud y plastronnent ?

Non, c'est pareil... Chaque année, un peu plus d'une dizaine de policiers meurent, victimes de truands. Depuis quatre mois que la droite est revenue au gouvernement, quatre policiers sont morts (en comptant la victime de l'attentat de mercredi), pas moins que sous n'importe quel gouvernement. Mais on n'a pas vu le Syndicat Indépendant de la Police Nationale (proche de la droite), ni la Fédération Professionnelle et Indépendante de la Police (proche de l'extrême-droite) organiser une manifestation et enfoncer le service d'ordre officiel comme ils le firent en juin 1983 après le meurtre de deux policiers. Ni hurler "Chalandon, démission !" pour faire écho à leurs cris de "Badinter, démission !" et "Badinter en prison !" de l'époque...

Et la gauche, qui s'inquiète du climat qu'entretiennent les déclarations de Pasqua-Pandraud, a la mémoire courte ! En avril 1983, c'était Gaston Defferre qui annonçait aux policiers qu'ils pourraient faire usage de leurs armes après trois sommations, et qu'ils pourraient effectuer tous contrôles d'identité pour "prévenir toute atteinte à l'ordre public"... Même les syndicats de policiers s'étaient émus d'un tel discours et, pour finir, les tirs après sommations n'étaient autorisés qu'en cas de légitime défense, cette règle qu'invoque aujourd'hui le CRS Burgos... Mais, même si le gouvernement socialiste était revenu en arrière, de la part de Defferre, c'était pratiquement annoncer d'avance qu'il couvrirait toute bavure policière. Ce qu'il a fait, et les enquêtes consécutives à ces bavures n'ont jamais eu la publicité qu'a celle d'aujourd'hui ! Et Edith Cresson, quand elle était ministre du gouvernement socialiste, ne s'était pas précipitée pour déposer des fleurs sur les victimes de bavures policières de l'époque !

L'hypocrisie de la droite a son pendant à gauche. Les causes "d'indignation" diffèrent, mais les faits sont rigoureusement les mêmes...

J.J.F.



Gouvernement-la-bavure

On a perdu Coluche, mais on a gardé Pasqua ministre-la-bavure. Même dans le genre comique, on ne peut pas dire qu'on ait gagné au change.

La semaine dernière, ça a commencé avec l'heure dite de "Vérité", sur Antenne 2, où Pasqua, avec une grossièreté d'enfoiré (d'un vrai celui-là) s'en est pris au préfet de police de Paris qui, contrairement à l'intox gouvernementale, affirmait que l'insécurité n'avait pas augmenté à Paris depuis plusieurs années. "Un préfet, ça fait et ça dit ce que le gouvernement lui a dit de faire !" a dit Pasqua. Le préfet de Paris n'a pas apprécié et a démissionné.

Mais il s'est trouvé au moins un CRS pour faire à Paris, rue Mogador, là où Pasqua, croyait-il, lui disait de faire. Il était venu en mission à Paris, avec sa compagnie habituellement cantonnée à Marseille, pour protéger... les vieilles dames ! La mission s'est terminée par deux balles à bout portant sur un jeune ouvrier de Saint-Ouen venu se balader dans le quartier de l'Opéra, coupable d'excès de vitesse... en 2 CV.

Et voilà. A force de craindre que son électoral réactionnaire, le plus borné, le plus stupide, aille lui reprocher de n'en pas faire assez pour la sécurité dans les rues, à force de flatter sa police comme dans un meeting électoral, le gouvernement en dit trop, en fait trop, et multiplie les bavures. Il assume même les bavures du gouvernement précédent, lui qui, champion de la lutte anti-terroriste, vient d'obtenir de la Nouvelle-Zélande la libération de deux terroristes de l'Etat français.

Et ce gouvernement de droite, qui voudrait faire figure de gouvernement ferme, de gouvernement fort, ne réussit qu'à ajouter l'odieux au ridicule.

Parce qu'il est tout sauf fort, ce gouvernement de droite. C'est un gouvernement faible, devant tout le monde. Devant les grands bourgeois bien sûr, qui de toute façon commandent à tous les gouvernements. Mais aussi devant son électoral de petits bourgeois réactionnaires devant qui il

se croit obligé de faire de l'esbroufe, pour ne réussir qu'à exaspérer tout le monde, y compris sa propre opinion, y compris les vieilles dames qui en demandaient peut-être mieux, mais sûrement pas tant !

Est-il craint, ce gouvernement ? En tout cas, pas par l'agent d'assurances, ni le journaliste de *Que Choisir*, ni le graphiste, ni le maquettiste qui ont témoigné ce week-end contre la déclaration mensongère de la préfecture elle-même. Pas même par les prostituées du 9^e arrondissement de Paris qui ont dit aux journalistes ce qu'elles avaient vu, malgré les menaces de représailles.

On ne craint pas plus qu'on ne respecte un tel gouvernement.

Alors, il n'y a pas de raison, pour que nous, travailleurs, soyions plus impressionnables que de simples passants.

L'idée que son électoral puisse lui reprocher le manque de sécurité, panique le gouvernement au point de le faire fuir en avant et de multiplier les bavures. Mais la simple idée que les mêmes puissent lui reprocher le désordre social, les grèves, les travailleurs dans la rue, lui donne carrément des sueurs froides.

Que ceux de La Normed, de Renault, Michelin, Citroën et tous les autres se retrouvent en grève ou dans la rue, c'est cela son véritable cauchemar. Ce n'est pas pour rien qu'il a prudemment prévu de donner 20 millions anciens à chacun des licenciés futurs de La Normed, pour désamorcer leur colère.

Oui, après la gauche au gouvernement, nous avons aujourd'hui un gouvernement de droite, plus faible encore, lui qui redoute les travailleurs faute de pouvoir les tromper et les abuser.

Cent jours ont suffi à discréditer et à ridiculiser le gouvernement Chirac et son Don Camillo de Pasqua. Mais le ridicule ne suffit pas. Les témoins courageux des bavures non plus. Seuls les travailleurs, qui disposent de la force sociale, sont en mesure de transformer ce gouvernement-la-bavure en gouvernement-la-déroute.

Editorial des
bulletins d'entreprise
du 7/7/86

Manque d'à-propos

La semaine même de la bavure de la rue Mogador est parue dans les journaux une publicité du RPR (conçue avant l'incident) sur la sécurité. On y lisait : "Carte d'identité nationale. A les en croire, quand une caissière de supermarché vous la demande, c'est du commerce. Quand c'est un policier, c'est une atteinte aux Droits de l'Homme". Et une jeune fille boudeuse disait : "Je ne veux

pas qu'un flic voie ma date de naissance". Le tout était signé "RPR". Avec un sens moins involontaire de l'à-propos, on aurait pu lui faire dire : "Je ne veux pas sortir mes papiers de ma poche, j'ai peur qu'on croie que je cherche une bombe lacrymogène". Là, la publicité aurait fait mouche !

Le lendemain était annoncée la nomination de 1500 policiers

supplémentaires à Paris : grâce à une augmentation du temps de service des policiers parisiens de 66 heures par an, grâce à l'affectation de 125 à 300 des postes créés sur le territoire à Paris et à l'affectation de 150 volontaires effectuant leur service militaire...

C'était prévu par Chirac pour rassurer les Parisiens... Ce n'était pas le bon jour !

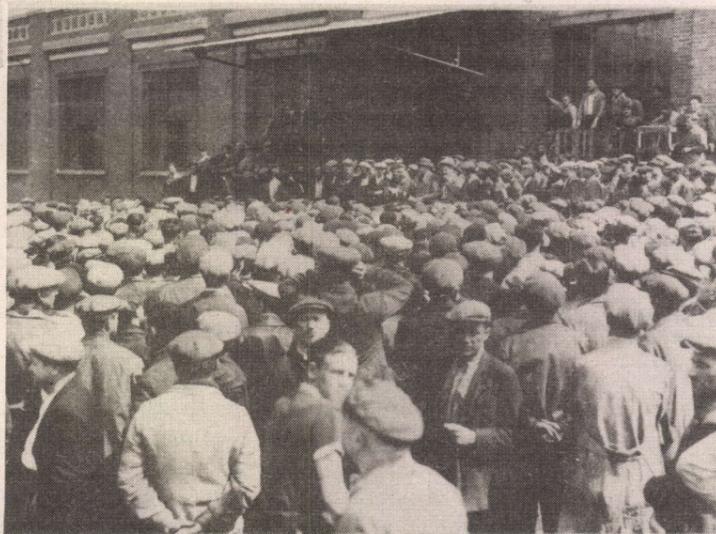
Politicien "braqueur"

L'un des auteurs du hold-up de la Banque Populaire de Pierrelatte (au cours duquel un jeune du contingent affecté à la gendarmerie a été tué) était un con-

seiller municipal du parti de Giscard et de Léotard (Parti Républicain) qui s'était distingué en dénonçant véhémentement le "laxisme de la justice" et en

réclamant le rétablissement de la peine de mort.

Moralité : méfiez-vous des anges gardiens qui prêchent l'ordre et la sécurité.



Un été agité surtout en province

Le visage qu'offrait le pays à l'été 1936 ? Voilà ce qu'en disait un certain général Gamelin qui recevait en août le commandant en chef de l'armée polonaise : *"Il est certain que quand nous sortirons de Paris pour nous rendre dans l'Est et que nous fûmes salués par des groupes montrant le poing, je ne me trouvais nullement à l'aise"*.

A Paris, la plupart des entreprises avaient repris le travail dans la deuxième quinzaine de juin, à la suite de Citroën, Renault, et des autres entreprises de la métallurgie qui donnaient le ton. La grève des grands magasins avait pris fin aussi. De nombreuses conventions collectives avaient été signées.

En province, par contre, chaque jour, de nouvelles grèves éclataient. *Le Temps*, journal des maîtres des forges, qui suivait de près les événements pour ses lecteurs bourgeois, déplorait, le 4 juillet : *"La grève des tramways est terminée au Havre; elle a éclaté à Lorient"* et, le 12 juillet : *"De nouveaux mouvements de grève suivis d'occupations d'établissements ont été enregistrés hier dans les départements. Ils semblent l'avoir sensiblement importé en importance sur les reprises du travail qui, ici et là, ont été constatées"*. Les villes — et même les villages — énumérés par les journaux étaient de toutes les régions. Un exemple parmi d'autres : le 10 juillet, *Le Figaro* citait Limoges, où cinq usines du textile venaient d'être occupées et où il y avait déjà la grève dans le bâtiment et aux Nouvelles-Galeries. Le 15 juillet, avec une satisfaction toute relative, *Le Temps* notait qu'à Nîmes *"seuls restent en grève les ouvriers de la chaussure, les serruriers et certains peintres"*... ce qui était encore pas mal !

Début juillet, on comptait encore officiellement plus de 100 000 grévistes dans le pays. Ce

chiffre ne chuta vraiment qu'au mois d'août à cause des fermetures temporaires d'entreprises pour les congés payés. Et encore, *Paris-Soir*, journal peu bavard sur les grèves, constatait le 7 août que *"les conflits du travail sont en régression mais persistent toujours"*.

Les ministres ou leurs représentants parcouraient la France en tous sens pour essayer d'aller éteindre ce feu sans cesse renaissant. Ils venaient à la rescousse des maires et des préfets qui n'arrivaient pas à mettre d'accord patrons et grévistes.

L'occupation d'usine, une méthode qui continue à faire recette

C'est que la victoire de juin était à demi fictive. Les accords Matignon et les lois sociales n'étaient que des bouts de papier et le problème était leur application concrète. Il en allait de même des accords conclus par entreprise ou par catégorie professionnelle. Sur le terrain, les ouvriers concernés étaient bien placés pour savoir si leurs salaires avaient été augmentés, et de combien.

D'autre part, les ouvriers avaient fait l'expérience en juin que ce n'était pas en attendant patiemment qu'on obtenait des concessions du patronat. Face à un patron récalcitrant, dès qu'un nouveau conflit éclatait, les ouvriers pensaient immédiatement à utiliser la méthode qui leur avait déjà réussi en juin : la grève avec occupation.

Le Temps du 1^{er} juillet racontait sur un ton outré qu'aux Chantiers navals de Saint-Nazaire, *"les*

délégués ont notifié à tous les ingénieurs et chefs de service des différents chantiers de quitter les chantiers et de ne pas y revenir avant nouvel ordre. Seuls quelques chefs de service ont été gardés par les grévistes pour effectuer la paie". Les occupations concernaient les petites entreprises aussi bien que les grosses. A Chalon-sur-Saône, par exemple, selon *Le Figaro* du 10 juillet, à la suite d'un différend entre les patrons bouchers et leurs ouvriers, ceux-ci se mirent aussitôt à occuper l'abatage municipal et même... les locaux frigorifiques !

Souvent il s'agissait d'usines réoccupées pour la deuxième ou la troisième fois. Le contrat collectif étant trop vague ou mal appliqué, la grève redémarrait, comme dans l'industrie textile de la région lilloise, où les puits de pétrole de Pechelbronn dans le Bas-Rhin. Là, racontait *Le Temps* du 4 juillet, *"des difficultés d'interprétation en ce qui concerne le contrat collectif et la fixation des salaires s'étant produites entre la direction et les ouvriers, les ouvriers du puits n° 3 sont entrés en grève hier, et, en peu de temps, le mouvement s'est étendu à l'exploitation entière. A l'heure actuelle, 3 000 ouvriers sont en grève. Tous les bâtiments et chantiers sont occupés par les grévistes"*. Fin juillet, dans la région de Belfort et Montbéliard, 25 000 ouvriers étaient en grève et les usines Peugeot occupées, le drapeau rouge flottant sur la porte centrale. Cela parce que les négociations pour un contrat collectif de la métallurgie de la région n'aboutissaient pas. Dans les mines de Moselle, le travail reprenait après que les grévistes eurent obtenu un accord complémentaire quinze jours après le premier, fixant cette fois les augmentations de salaire et les salaires minima.

"La presse sérieuse du Capital, comme Le Temps de Paris ou le Times de Londres, a apprécié de façon beaucoup plus juste et perspicace l'importance des événements de juin en France et en Belgique que ne l'a fait la presse du Front Populaire", écrivait Trotsky le 9 juillet 1936... Et il continuait : *"Tandis que les journaux officiels socialistes et communistes, à la suite de Léon Blum, parlent de la "réforme pacifique du régime social de la France" qui a commencé, la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'à l'une des prochaines étapes, elle prendra inévitablement des formes violentes"*.

En juillet 1936, des grèves continuaient, et pas en dentelles. Moins nombreuses, certes. Mais plutôt plus dures, plus déterminées, moins optimistes mais plus obstinées. Et la pour-

suite du mouvement, même de façon sporadique, illustrait bien que l'explosion sociale de 1936 était autre chose que ce que disaient les grands partis et syndicats ouvriers réformistes — SFIO, PC ou CGT —, autre chose qu'une grève générale saluée comme puissante et plus strictement "économique" qu'elle ne l'était vraiment. Autre chose qu'une grande grève forte et joyeuse terminée dans l'ivresse des "conquêtes" bien connues des 40 heures, des augmentations de salaires, et des "congés payés". L'explosion sociale de 1936 fut autre chose que l'image d'Épinal des travailleurs sur la route des vacances, en groupe ou en famille, chantant *"Allons au devant de la vie..."*

Parce que si les travailleurs allaient au devant de quelque chose, c'était au devant de la remise en cause rapide et bru-

Les patrons des petites entreprises réticents à appliquer les accords

Dans de nombreuses petites et moyennes entreprises, les ouvriers n'avaient encore rien obtenu. En effet, les accords Matignon avaient été signés par des représentants du grand patronat, par-dessus la tête de la grande masse des petits et moyens patrons. Ces derniers ne voulaient même pas voir que Léon Blum leur avait évité de tout perdre. Les yeux rivés sur leur comptoir et leur tiroir-caisse, ils criaient que les 40 heures et les congés payés allaient les ruiner. Ils ne lâchaient un contrat collectif et des augmentations de salaire qu'au prix de la grève, parfois au bout de plusieurs semaines d'occupation. *Paris-Soir* du 3 août informait par exemple que *"les ouvriers du textile de la région de Chauffailles, en grève depuis plusieurs semaines, vont reprendre leur travail demain, les patrons leur ayant accordé une augmentation de salaire de 12 % et qu'à Vesoul la grève du bâtiment est terminée, une augmentation de 5 à 17 % ayant été accordée aux ouvriers"*. Le lendemain, le même journal racontait qu'à Château-Thierry, aux imprimeries Cagniard, la nuit avait été mouvementée. Les grévistes, aidés par d'autres ouvriers et personnes des environs, s'opposèrent au chargement. Monsieur Cagniard, qui refusait de se soumettre aux accords Matignon, dut se réfu-

gier dans son garage, sous les huées, et y rester jusqu'à ce que les gendarmes viennent à son aide à 3 h du matin.

Parfois la grève prenait des formes originales. Ainsi, à Bordeaux, relatait *Le Temps* du 12 juillet, *"les ouvriers coiffeurs réunis en assemblée générale, après avoir entendu les exposés de leurs délégués et les déclarations de la délégation patronale, ont décidé la grève générale. Des salons "volants" et gratuits sont installés dans les différents quartiers de la ville"*. Et dans le genre tarte à la crème : *"A Marseille, les ouvriers pâtisseries en grève, pénétrant dans trois pâtisseries, ont jeté à la rue les gâteaux mis en vente"*.

Les patrons appellent une fois de plus ministres socialistes et syndicats à la rescousse

Les occupations paraissaient de plus en plus insupportables aux patrons, encore plus que les revendications elles-mêmes. A travers tout le pays, industriels, commerçants, artisans, tenaient des réunions pour protester contre les occupations. Les Chambres de commerce et autres regroupements patronaux publiaient communiqués sur communiqués, demandant au gouvernement, au préfet, de défendre leur propriété privée, invoquant les *"libertés républicaines"*, et même, comme dans une déclaration de patrons agri-

e de grèves continuait

tales des acquis du mouvement de la part d'une bourgeoisie qui à la fois avait peur, et à la fois n'avait pas la richesse pour s'accommoder dans la crise d'une classe ouvrière revendicative et organisée. Ou alors, les travailleurs allaient au devant d'une "seconde étape", c'est le terme utilisé par Trotsky qui en fixait la perspective aux militants d'alors. Une seconde étape plus réfléchie, plus organisée, plus consciente et plus dure que la première vague de grève générale de mai-juin, mais étape où la classe ouvrière, à condition de trouver en son sein une direction hardie, révolutionnaire, pourrait se donner des formes de pouvoir qui contrebalanceraient les tentatives de la bourgeoisie de reprendre les acquis et permettraient d'aller jusqu'à changer vraiment la société.

Et en juillet 1936, plusieurs semaines après la signature des

accords Matignon, la vague de grèves ne s'apaisa pas si vite que cela. On distinguait des éléments d'une nouvelle vague possible, et dans la résistance des patrons et dans l'acharnement parallèle des travailleurs qui cherchaient désespérément à garantir ce qui était promis ou gagné et à pousser plus loin l'avantage, au besoin par la grève contre des patrons qui faisaient de plus en plus appel aux policiers du gouvernement.

Trotsky décrivait ainsi la situation : "Actuellement, dans la première moitié de juillet, à un regard superficiel il peut sembler que tout est plus ou moins rentré dans la norme. En fait, dans les profondeurs du prolétariat, comme dans les sommets des classes dirigeantes, la préparation presque automatique d'un second conflit est en marche. Tout le fond de la chose est en ceci : les

réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles se sont mis d'accord les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme déjà décadent, pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait des affaires magnifiques au plus fort de la crise, peut, assurément, s'accommoder de la semaine des 40 heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et de petits industriels, sur qui s'appuie le capital financier et sur qui il fait retomber maintenant les frais de son accord avec Blum, doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs". ("Devant la seconde étape", 9 juillet 1936, publié dans la brochure "Où va la France?").

La lutte sociale marquait une pause en ce début d'été 1936 mais les grèves ne cessaient pas. Et elles reflétaient cette aspiration plus ou moins confuse des plus combattifs à ne pas en rester là, à pousser plus loin parce que le nazisme était toujours une réalité en Allemagne, et une menace ailleurs; parce que les "200 familles" prospéraient toujours en France; parce que Franco avait osé son putsch, même s'il ne l'avait pas réussi.

Il s'agissait de fait d'un bras de fer entre la classe ouvrière, celle de France et des autres pays, et l'impérialisme, même si certains impérialistes, concurrents pour l'exploitation de la même classe ouvrière et des mêmes peuples des pays pauvres, menaçaient de se faire la guerre.

Mais la "seconde étape" n'eut pas de suite, ni vraiment de commencement, sinon à

titre de perspective fixée par une poignée de révolutionnaires. Les dirigeants réformistes de la classe ouvrière réussirent à dissimuler les enjeux réels de la situation sous l'habillage de la prétendue lutte "antifasciste", bourgeois "éclairés" et ouvriers, unis; ils ne firent absolument rien pour que la classe ouvrière prenne conscience de sa force potentielle, d'une force non seulement capable d'arracher d'importantes réductions d'horaires ou augmentations de salaire, mais aussi d'ouvrir de réelles perspectives de changement.

Et du coup, très vite, la bourgeoisie put reprendre l'offensive. Mais pas sans mal. Et pas sans d'incalculables dégâts puisque la victoire de la bourgeoisie sur la classe ouvrière allait se fêter par l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

Patricia RIHOIT

culteurs, "les Droits de l'Homme".

Salengro, ministre de l'Intérieur, pris à partie par des sénateurs le 7 juillet, promettait d'intervenir : "Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme". Mais le ministre tenait à rester prudent et le lendemain, il précisait ce qu'il envisageait : "Une intervention des militants du mouvement syndical, puis celle des pouvoirs publics. (...) Si toutes ces tentatives de persuasion échouaient (...), on enverrait des gendarmes après les avoir préalablement désarmés".

C'est que la peur d'aggraver les choses en déclenchant une nouvelle mobilisation ouvrière modérerait les désirs de répression du patronat et des hommes d'Etat. Et d'ailleurs, les responsables syndicaux se montraient souvent assez efficaces pour convaincre les grévistes de cesser l'occupation et de s'en remettre à la négociation et à la loi. Ils faisaient écho à Benoît Frachon qui écrivait dans *L'Humanité* du 13 juillet : "Nous leur disons (aux ouvriers) avec franchise que le prolongement de l'agitation gréviste, de la continuation de l'occupation des usines, les desservirait".

A la raffinerie Lebaudy-Sommier à Paris, selon *Le Temps* du 11 juillet, après 27 jours de grève et d'occupation d'usine, un contrat collectif était intervenu le 30 juin, signé par la CGT. Mais "le lundi soir 6 juillet, alors que le directeur réglait avec les délégués ouvriers les modalités d'application, un groupe d'ouvriers a provoqué l'arrêt total de l'usine et fermé les portes, empêchant

toute entrée et sortie. Ce n'est qu'à 21 h 15 que le directeur et les délégués ouvriers sont parvenus à décider le personnel à reprendre le travail".

Les jours suivants, le même journal racontait que, dans l'Isère les employés de l'asile départemental d'aliénés firent la grève sur le tas et refusèrent l'arbitrage du gouvernement, et que "malgré l'intervention d'un délégué de la CGT à la requête du préfet, les grévistes ne sont pas revenus sur leur attitude". Dans le numéro du 18 juillet, on apprenait qu'à Elbeuf, alors que le conflit du textile avait été réglé, un nouveau conflit avait éclaté. Les ouvrières rentrayuses s'étaient mises en grève en demandant d'être payées à l'heure et non plus aux pièces et en réclamant une augmentation de salaire horaire. Une affiche signée par un groupe d'ouvriers adhérent à la CGT avait été apposée. Elle disait : "La grève des rentrayuses, déclenchée par elles, sert de prétexte aux agitateurs professionnels pour prolonger un mouvement de grève, conduit dans le calme et dans l'ordre, et qui a permis aux travailleurs d'Elbeuf de bénéficier des accords Matignon dans une proportion supérieure à la moyenne : 15 à 25 % d'augmentation au lieu de 7 à 12 %. Les ouvriers conscients mettent en garde leurs camarades contre l'agitation révolutionnaire, entretenue contrairement aux ordres de la CGT et les engageant à observer dans le travail la discipline que le gouvernement de Front Populaire leur conseille de suivre. Le mouvement de grève doit être clos dans le travail, la paix, la liberté. Montrons notre force."

Les ripostes aux tentatives des patrons de s'en prendre aux animateurs de la grève

Quelquefois, les grèves avec occupation éclataient pour riposter à des licenciements. C'est ainsi que début juillet, les 200 ouvriers des Emailleries Edmond, à Aubervilliers, réagissaient à l'annonce du licenciement d'une partie du personnel, "faute de commandes", selon la direction. A Lille, dans une miroiterie, c'est par solidarité avec un ouvrier italien, que ses camarades arrêtaient le travail et occupaient (le patron avait cru pouvoir le licencier facilement parce qu'il était étranger).

Plus le mouvement gréviste diminuait, plus les patrons durcissaient leur attitude par rapport aux occupations. Les recours à la justice pour "violation de domicile" se firent plus fréquents. Des ordonnances de référés furent citées de plus en plus souvent dans les journaux, courant juillet et août, suivies de l'évacuation par la police si les grévistes continuaient d'occuper. Quelquefois les patrons se mettaient à faire leur police eux-mêmes. C'est ainsi qu'à Avignon, à la mi-juillet, des bagarres opposèrent grévistes et commerçants.

Fin août, ce durcissement du patronat, qui commençait à passer à la contre-offensive, s'exerça y compris contre les militants syndicaux. Le 20 août, des péniches bloquaient la Seine à Nanterre, le drapeau rouge flottant au mât, parce que deux ouvriers d'un chantier de réparations, l'un

délégué du personnel, l'autre secrétaire du syndicat, venaient d'être licenciés. Un de leurs camarades expliquait à un journaliste : "Ils ont reçu leur compte alors qu'ils goûtaient les loisirs d'un agréable congé payé. A leur retour, ils nous ont raconté ça. Alors on a envoyé un ultimatum aux patrons, leur laissant jusqu'à mardi pour reprendre les copains. Comme on n'a pas reçu de réponse, on a dit alors : "on arrête le boulot !"

Grèves agricoles et occupations de fermes

En juillet et jusqu'au début août, la lutte sociale gagna les campagnes. Les ouvriers agricoles voulaient eux aussi obtenir des améliorations de leur sort. Les régions de grande culture furent en effervescence. Quelques exemples cités par *Le Temps*, début juillet : "A Grainville la Teinturière, chez M. Lecomte, une trentaine d'ouvriers employés à l'arrachage du lin ont demandé une augmentation de salaire. Celle-ci n'ayant pu leur être accordée qu'en partie, ils se sont mis en grève".

De la région Rouen, la grève se propagea au Pays de Caux. L'Oise et la Seine-et-Oise furent très touchées et la grève s'étendit à tout le bassin parisien. Début août, c'était au tour du Pas-de-Calais et de la Somme de connaître les grèves agricoles.

Le 10 juillet, on pouvait lire un communiqué du Conseil d'arrondissement de Chartres qui "attire l'attention des pouvoirs publics sur les agitateurs qui parcourent en ce moment nos campagnes".

Sortant de leur isolement, les ouvriers agricoles s'organisaient ensemble. *Le Temps* du 4 juillet signalait qu'"à Neville les délégués CGT ont organisé une réunion au cours de laquelle ils ont enregistré quelques adhésions".

De l'autre côté, la réaction des fermiers ne se faisait pas attendre. Dans l'Aisne, une ferme occupée fut assiégée par le fermier propriétaire aidé par d'autres fermiers. En Seine-et-Marne, les employeurs se disent prêts à empêcher les occupations avec "les chiens, la fourche et le fusil". Des syndicats patronaux d'agriculteurs se formèrent, unanimes à refuser une convention collective pour les ouvriers agricoles. Ceux du Cambrésis affirmèrent que "les revendications sociales en question favorisent la soviétisation du sol français".

Mais devant les moissons qui approchaient et risquaient d'être perdues, malgré l'emploi de "jaunes", des négociations s'engagèrent entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers. Suivant les régions, des accords locaux furent signés.

Alors oui, encore bien des choses étaient possibles.

P.R.



Les syndicats autorisés à approuver les licenciements

Le 9 juillet, syndicats et patronat se sont rencontrés pour discuter de l'aménagement de la procédure de licenciement, suite au vote de la loi qui a supprimé l'autorisation préalable.

Tous les syndicats étaient présents, même la CGT dont le secrétaire général, Henri Krasuki, expliquait la veille sur TF1 que son syndicat se rendrait à la négociation "avec ses propres propositions" car "la CGT ne vient jamais pour rien"; ce "qui est supprimé par la loi, nous allons essayer de l'obtenir par la voie contractuelle".

Ils en ont été les uns et autres pour leurs frais car cette première réunion n'était que pour... prendre date pour la rentrée, pour le 23 septembre, puis les 6 et 20 octobre...

D'ici là, on annonce déjà pour l'été des milliers de licenciements, dans les chantiers navals, l'automobile, l'aéronautique et partout ailleurs. Cet été sera comme... les précédents, loi ou pas, où c'est par centaines de milliers que les patrons avaient supprimé les emplois.

La loi supprimant l'autorisation préalable de licencier ne change en effet pas grand-chose sur le fond aux prérogatives patronales. Si le gouvernement a fait le forcing pour supprimer cette autorisation préalable dès le 3 juillet dernier, c'est plus par démagogie vis-à-vis de son électorat réactionnaire, histoire de tenir une de ses promesses électorales qu'autre chose. Car le gouvernement savait bien que l'autorisation préalable n'était pas une barrière aux volontés patronales. Dans 90 % des cas les inspecteurs du travail donnaient le feu vert. Et fait qui peut sembler paradoxal, ce sont des grands patrons qui protestent aujourd'hui contre cette suppression qui est une "ânerie" comme en témoigne le *Canard enchaîné* du 9 juillet.

Ne serait-ce que parce que le fait de recourir aux inspecteurs du travail était bien utile pour faire avaler la pilule des licenciements économiques, parce qu'ils apportaient une "caution administrative". Certaines fédérations du CNPF se rappellent que les conflits déclenchés par l'annonce de

licenciements avec occupation d'usine cessaient bien souvent dès que l'inspection de travail donnait son accord... Et puis, désormais, faute d'une juridiction appropriée, les syndicats risquent d'attaquer systématiquement devant les Prud'hommes en cas de licenciements, ce qui risquerait de retarder l'application de la décision alors que les inspecteurs du travail, dans la plupart des cas, donnaient leur réponse dans les 14 jours.

Alors, ministre du Travail et CNPF sont bien d'accord pour rouvrir la porte à la négociation, et chercher à associer les syndicats à un accord sur une nouvelle réglementation qui serait ensuite reprise sous forme de loi à la rentrée. La caution des inspecteurs du travail sera ainsi avantageusement remplacée par celle des syndicats : l'essentiel pour le gouvernement et le patronat étant que la négociation s'engage, et que les syndicats répondent présents. Ce qu'ils ont fait, tous, sans exception. Pas étonnant de la part de la CFTC, de FO ou de la CFDT qui ne se réclament plus que du tapis vert. La CGT, un temps, a laissé planer la menace de se retirer : les licenciements, ça ne se négocie pas, ça se combat, avait même déclaré en substance Sainjon. Mais finalement l'attrait du tapis vert a été le plus fort. Louis Viannet, de la CGT, constatait amèrement, mercredi 9 juillet en sortant de la première séance de négociation, "que le patronat est venu avec les mains vides" et qu'il "a l'intention de faire la même chose le 23 septembre". Alors que la CGT, souligne Louis Viannet, est venue à la table des négociations "avec la volonté d'assurer le maximum de garanties pour les salariés".

Comme si on pouvait à l'heure actuelle encore négocier quelque chose autour du tapis vert ! Comme si on pouvait par la négociation réduire le nombre des licenciements annoncés ! Comme si enfin l'heure n'était plus depuis longtemps, non pas à la négociation, mais à la lutte de classe.

Cécile
BERNIER



Les "actions" se poursuivent contre la fermeture des chantiers

Y aura-t-il un repreneur pour les chantiers navals ?

A La Ciotat, l'intersyndicale — CGT, CFDT, FO, CGC — mise tout sur la solution d'un repreneur. Il faut montrer que les Chantiers sont compétitifs, que l'outil de travail est moderne, c'est le sens des "journées portes-ouvertes" organisées par les syndicats. Dans le même objectif une commission de syndicalistes et de cadres a été constituée pour démontrer la compétitivité du site de La Ciotat.

Depuis le 24 juin l'intersyndicale organise des mouvements avec les ouvriers. Tous les jours les ouvriers rentrent travailler à 5 heures (selon l'horaire d'été), puis à 9 heures une assemblée générale est convoquée où l'intersyndicale annonce les actions qu'elle a prévues : soit bloquer la circulation au péage de l'autoroute proche, soit bloquer les trains en gare de La Ciotat.

Lundi 7 juillet, 450 travailleurs se sont rendus, en voitures et en camions, à Marseille où se tenait une réunion du Conseil régional. Là, devant une cinquantaine de travailleurs qui occupaient le premier étage, Jean-Claude Gaudin, député UDF des Bouches-du-Rhône, a promis de tout faire pour maintenir un site — sous-entendu celui

de La Ciotat — ce qui lui a valu des applaudissements. Mais il a aussi été conspué, surtout par les femmes des ouvriers, qui l'ont traité d'affameur.

Une journée départementale d'action est prévue au cours du mois de juillet. Jusqu'à présent si les actions

organisées par les syndicats ont pu parfois sembler "dures", elles sont restées limitées aux seuls travailleurs de La Ciotat. Pourtant les travailleurs des entreprises de la région ont les mêmes problèmes et sont sensibles à ce qui se passe à la Normed.

Correspondant LO

L'art de faire faillite

Les Chantiers Normed ont été constitués en décembre 1981 par le regroupement de la "branche navale" de trois chantiers navals français : la CNIM de La Seyne, les Chantiers navals de La Ciotat et les Chantiers de France de Dunkerque. L'Etat, par l'intermédiaire d'Usinor, prenait 15 % des parts de la nouvelle société aux côtés des anciens actionnaires, Schneider, le groupe Herlicq, l'Intra-Invest Bank. Mais certaines activités, les plus juteuses des différents chantiers, sont restées en dehors du regroupement. Ainsi à La Seyne, la branche terrestre (escalators, nucléaire) a été sortie de la Normed. Ainsi, à La Ciotat, une société immobilière a été créée avec pour seul but d'être propriétaire de tous les terrains, maisons, ateliers, bureaux qui appartenaient auparavant aux Chantiers navals de La Ciotat.

Les Chantiers navals de La Ciotat étaient auparavant le premier propriétaire immobilier de La Ciotat. La Normed n'est plus que locataire, et la Normed paie un loyer très important pour les ateliers, les terre-pleins, les formes de radoub, les terrains gagnés sur la mer... Voilà donc un joli montage financier qui permet aujourd'hui aux actionnaires des anciens Chantiers de La Ciotat de conserver tous leurs biens immobiliers, et de sortir d'une faillite sans une égratignure à leur portefeuille.

Correspondant LO

Le four explose : plus de modernisme, mais pas moins de danger

A l'aciérie de Neuves-Maisons, un travailleur a été brûlé à 90 % dans l'explosion du four le 4 juillet et est mort des suites de ses blessures, lundi matin 7 juillet. C'est le troisième mort en six mois à l'usine de Neuves-Maisons. La direction affirme que les consignes de sécurité existent sur ce chantier ! L'explosion du 4 juillet dernier a fait de plus neuf blessés.

A l'origine de l'accident : une fuite d'eau provenant d'une conduite de refroidissement. Depuis la mise en service en janvier, ce n'est pas la première fois que des fuites d'eau se produisent. Mais jusque-là sans conséquences trop graves. Par contre, le 4 juillet, la fuite d'eau était très

importante et cette masse d'eau au contact de l'acier en fusion a provoqué une explosion très violente : une pièce de plus de cinq tonnes est montée à plusieurs mètres de haut sous le souffle avant de retomber. Les travailleurs qui étaient à proximité furent projetés au sol par le souffle, certains faisant un bond de plus d'un mètre. Un contremaître faillit passer par dessus un garde-corps alors qu'il se trouvait à dix mètres au dessus du sol.

Ce qu'il y a d'incroyable dans cet accident c'est qu'il suffisait d'arrêter l'arrivée de la conduite percée pour empêcher l'explosion ; mais personne ne savait où se trouvait la vanne de fermeture.

L'aciérie électrique, mise en service en janvier dernier, a été mise en production à la hâte, la direction se vantant même d'avoir un four dont le démarrage avait été le plus rapide en Europe ! Alors, tout, et en particulier la sécurité, a été sacrifié pour que l'acier coule au plus vite. Et d'ailleurs, après l'accident, les premiers mots du chef du personnel, que le *Républicain lorrain* rapportait, étaient pour dire son espoir que l'installation redémarrerait rapidement.

La nouvelle aciérie est peut-être ultra-moderne. Mais les conditions de travail, elles, n'ont pas évolué, elles sont toujours aussi dures et dangereuses.

Correspondant LO



AIR FRANCE

24 heures de grève Défense du monopole ou défense des intérêts des travailleurs

Tous les syndicats (ils sont onze) appelaient pour le 9 juillet le personnel d'Air France à une grève de 24 h. Le point de départ de cet appel était la décision d'Air France de laisser à deux compagnies "charter" la possibilité d'exploiter les lignes de La Réunion et des Antilles. L'abandon du monopole de ces lignes (où les tarifs sont d'ailleurs très chers) laisse planer parmi le personnel une certaine inquiétude, et c'est sur cette base que tous les syndicats, corporatistes ou traditionnels, ont décidé en intersyndicale de lancer un mouvement.

A Orly-Nord, la CFDT avait, plusieurs semaines avant, mis l'accent sur le problème dans des assemblées syndicales de secteur dans le cadre des réunions payées sur le temps de travail. Mais aucune décision d'action n'avait été soumise au personnel. Pas plus par les autres syndicats d'ailleurs. Ce qui fait que cette journée de 24 h, même si elle a été bien accueillie par les travailleurs, n'est en rien le fruit de leur décision. C'est une journée "pêche à la ligne" disent certains, car

aucun rassemblement n'est prévu, chacun étant invité à rester chez soi.

La CGT sur le plan des revendications a tenu à mettre en avant avant tout les salaires et la garantie de l'emploi. Ce qui est au fond le problème des travailleurs, plus que la défense des intérêts de "la maison" au travers de la défense du monopole. Mais si la CGT se place sur des positions correspondant plus aux intérêts des travailleurs sur le plan revendicatif, elle a tenté par une manœuvre d'appeler à faire grève le 11 juillet, alors que les autres syndicats appelaient le 9 juillet, cherchant ainsi à imposer sa direction. Mais la CGT a été contrainte de faire machine arrière et de se rallier au même jour que les autres syndicats. Les travailleurs à Orly-Nord n'auraient de toute façon pas compris que l'on divise le mouvement.

Savoir comment sont réparties les différentes parties du trafic aérien, quels intérêts privés ils servent, dans quelles conditions les passagers sont transportés, cela est aussi une préoccupation légitime des tra-

vailleurs. Défendre leurs conditions de salaire, d'emploi et de travail en est évidemment une qui l'est tout autant. Mais les travailleurs d'Air France doivent veiller à ne pas servir de masse de manœuvre pour des intérêts qui ne sont pas les leurs propres, ceux de "la maison", du "monopole".

De toute façon, le "monopole" n'existe que sur quelques lignes et la concurrence est la règle presque partout; et la concession de lignes au privé existe depuis bien longtemps, ne serait-ce que celles cédées à UTA (Les Chargeurs Réunis où la famille Seydoux domine). Et en ce qui concerne les conditions de travail, de salaire et d'emploi, Air France n'a pas attendu de céder deux lignes sur les DOM pour y porter atteinte. Le blocage des salaires y est effectif comme partout, les restrictions d'effectifs à l'ordre du jour, et les sanctions pleuvent pour toutes sortes de raisons ces derniers temps.

Alors oui c'est le ras-le-bol, oui à la grève. Mais aux travailleurs de veiller qu'on ne leur fasse pas tirer les marrons du feu pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

CHAUSSEON-GENNEVILLIERS

La direction n'est pas tombée sur un OS, mais sur cent!

Le jeudi 26 juin, une centaine de travailleurs de l'atelier Trafic Renault ont débrayé près d'une heure pour soutenir deux camarades OS. La direction avait convoqué le premier par lettre recommandée pour trop d'absences maladie, pourtant médicalement justifiées, et elle avait jugé le second inapte à tout poste de travail. La CGT avait convoqué une assemblée générale où elle avait proposé d'aller protester.

Les sujets de mécontentement s'accumulent : depuis deux ans, l'effectif de l'usine est passé de 3 300 à 2 800 sans que la production de véhicules ne se réduise en proportion. La charge de travail de ceux qui restent a augmenté, sans parler des heures supplémentaires auxquelles la direction a recours quasi systématiquement. Parallèlement, la direction mène la lutte contre l'absentéisme en faisant la chasse aux congés-maladie ou accident.

Quand la CGT, rejointe ensuite par la CFDT, a donc convoqué cette assemblée de secteur, ses propositions eurent de l'écho car elles donnaient l'occasion au mécontentement de s'exprimer.

Le lendemain, donc, à la prise de poste, la chaîne ne partait pas, provoquant l'affolement de la direction qui répétait qu'on pouvait discuter avant de débrayer! Seulement, comprenant que le discours ne suffisait pas à désamorcer le mécontentement, la direction annonça son intention de continuer à procéder à des relevés d'absences, tout en renonçant cependant à toute menace, notamment en envoyant des lettres dans ce sens. Et, comme par enchantement, pour le camarade handicapé, elle trouvait un poste de travail "doux"!

Bref, devant notre détermination, la direction a remballé sa tentative d'intimidation.

Correspondant L.O.

ATELIERS SNCF-NANTERRE-LA-FOLIE

Licenciement d'un jeune apprenti

Aux Ateliers SNCF de Nanterre-La-Folie, la direction s'apprête à licencier un jeune apprenti qui était encore à l'essai pour deux mois aux Ateliers. Habituellement, après deux ans d'école, les apprentis SNCF étaient embauchés après une période d'essai plus ou moins longue. Mais tout cela est en train de changer, avec la politique de restriction des effectifs de la SNCF.

Mardi dernier, 1^{er} juillet, une dizaine de gars de son équipe ont débrayé une demi-heure, et ont demandé au chef de production de s'expliquer sur ce licenciement. Mais celui-ci n'est pas revenu sur la décision.

A la suite de cela, quelques-uns d'entre-nous ont fait circuler une pétition contre son licenciement, pétition qui a recueilli un peu plus de 200 signatures (nous sommes environ 600 aux Ateliers, et en ce moment, avec

les vacances, seulement la moitié de l'effectif est présent).

La CGT avait dépensé un préavis d'une heure de grève pour le lundi 7. Lundi, à 10 h, nous nous sommes retrouvés à 150. Sur la proposition d'un délégué CFDT, plus de la moitié d'entre nous a décidé de continuer la grève au moins toute la journée. Pour l'heure, nous avons repris le travail, et la direction n'a pas reculé sur le licenciement, qui doit prendre effet en septembre. Même peu nombreux, nous avons marqué le coup. Mais nous sommes conscients qu'une lutte plus dure sera nécessaire et qu'il faudrait tous nous y mettre si nous voulons faire face aux mauvais coups de la direction.

Car si aujourd'hui, c'est un jeune apprenti qui est licencié, nous sommes tous concernés par la politique de restriction des effectifs de la SNCF.

CHU-ROUEN

Les employés originaires des DOM-TOM réclament leur dû

Les employés originaires des DOM-TOM du CHU de Rouen se sont réunis le 4 juillet à l'initiative des syndicats CGT et CFDT. Cette réunion a regroupé 28 personnes.

Au cours de la réunion, nous avons décidé d'envoyer au ministère, à la direction de l'hôpital, à Lecanuet, une motion réclamant les décrets d'application qui permettent de bénéficier du congé bonifié et du voyage gratuit tous les trois ans.

Bien conscients que c'est à nous de nous manifester pour obtenir la parution de ces décrets, nous avons décidé d'en informer la population (journaux, radios) et tous les employés du CHU (tract).

Ces formes d'actions ne peuvent suffire. L'idée de la grève germe... Rendez-vous est pris pour début septembre.

Échos des entreprises... Échos des entreprises...

Ça va pas non?

A l'usine, la production de la pristinamycine est arrêtée. Elle devait reprendre fin août. La semaine dernière, on nous dit que suite à une nouvelle commande la production reprendra début août.

La hiérarchie, pas gênée, nous a demandé carrément si on pouvait reculer nos vacances pour assurer la production. Et puis quoi encore! Elle nous demande de poser nos dates de vacances en février, et six mois après elle nous demande d'en changer.

Si elle ne sait pas gérer, ce n'est pas de notre faute.

Pour cette fois, on veut bien l'aider en lui donnant un conseil : embauchez, il y en a beaucoup qui ne demandent que cela!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc - Vitry-sur-Seine

Sureffectif : c'est mensonge et compagnie

Au dernier CCE, la direction a donc annoncé ses nouveaux chiffres de sureffectifs. 1352 ouvriers seraient "en trop" chez Citroën. Plus d'autres "en trop" à Caen et à Reims, plus des ETAM qui seraient "en trop" aussi.

A Saint-Ouen, d'après eux, ce serait 60 ouvriers qui seraient "en trop". Mais où?

— A la LDD? où les ouvriers font une demi-heure supplémentaire dans chaque équipe depuis 15 jours?

— Aux Raskin? où des ouvriers font aussi des heures supplémentaires et où les jours d'ancienneté et PIAC sont refusés à des ouvriers qui les demandent?

— Aux Epinettes? où des ouvriers de Saint-Ouen viennent d'être prêtés parce qu'il manque de personnel?

Décidément, s'il y a des gens en trop dans l'usine, ce n'est pas chez les ouvriers, ni les employés, ni les techniciens. Il faut chercher plus haut.

3700 francs de rallonge par mois

Les 10 plus hauts salaires de la société Citroën ont augmenté en moyenne de 6,6 % au cours de l'année 1985, quand nos salaires n'augmentaient que de 3 %.

Mais 3 % sur un salaire de 6 000 F, cela fait 180 F par mois. Tandis que 6,6 % sur un des plus hauts salaires de Citroën, cela fait 3 700 F par... mois, c'est une coquette petite rallonge.

Quand les dirigeants de la société expliquent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires parce qu'il n'y a pas d'argent, c'est du baratin pour les ouvriers.

Pour eux, ils savent en trouver, de l'argent.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Saint-Ouen - Gare et les Epinettes

Samedi 12 juillet

20 h 00. FR3 — Sac à dingue surprise : première d'une série hebdomadaire de Guy Montagné. Emission qui se promène dans huit villes de France pendant tout l'été. Il s'agit d'abord d'une course cocasse à l'héritage entremêlée de gags et de séquences sérieuses ou non, historiques, dessins animés...

23 h 05. FR3 — Musiclub : Brahms, symphonie n° 2 par l'orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction de Karl Böhm.

Dimanche 13 juillet

18 h 05. TF1 — Les coureurs des bois au Canada. Emission d'Igor Barrère, Etienne Lalou et Jean-Pierre Fleury. La remontée des saumons, la migration des caribous et l'hiver du grand nord canadien.

20 h 30. TF1 — Film : La vache et le prisonnier, d'Henri Verneuil avec Fernandel, un classique de l'humour picaresque, sur fond de guerre (l'action se passe en 1943).

20 h 30. FR3 — L'Afrique en Noirs et Blancs. Opération Ségou, 2^e partie. Documentaire sur la conquête coloniale du Niger.

21 h 55. A2 — Musique au cœur. Emission d'Eve Ruggieri. Opéra pour l'Afrique, 2^e partie. Retransmission d'une série de galas organisée par les chanteurs d'opéra pour l'Afrique. C'est l'occasion d'entendre, entre autres, Montserrat Caballé.

22 h 30. FR3 — Cinéma de Minuit : Mannequin. Film de Frank Borzage avec Spencer Tracy et Joan Crawford. La misère ouvrière de Hester Street à New York, loin de la 42^e rue et des buildings de Wall Street.

Lundi 14 juillet

20 h 25. TF1 — Film : Les mariés de l'An II. Avec Jean-Paul Belmondo. Comédie bien menée, aventures et bonne humeur sur fond de Révolution française.

20 h 35. A2 — Le Dindon. Vaudeville de Feydeau, avec Robert Lamoureux, Pierre Mondy, Henri Tisot.

22 h 10. TF1 — Africa. 1^{re}

partie : **Le berceau noir de l'humanité.** 1^{re} d'une série de huit émissions de l'historien britannique Basil Davidson qui se donne pour but de raconter l'Afrique depuis son origine, bien avant l'arrivée de l'homme blanc.

22 h 30. FR3 — Les grandes batailles du passé : Poitiers. Série d'Henri de Turenne. La défaite de la civilisation arabe devant les barbares Francs.

Mardi 15 juillet

20 h 30. FR3 — Le géant du grand nord. Western bucolique et antiraciste.

Mercredi 16 juillet

20 h 30. TF1 — Ana Non. Téléfilm d'après le roman d'Augustin Gomez Arcos, avec Germaine Montero et Paco Ibanez. Trente ans de franquisme à travers l'histoire d'une vieille femme qui a perdu ses deux fils et son mari dans la guerre civile.

22 h 35. FR3. — Mes armes cachent des fleurs. Film grec de Yannis Fafoutis, non-diffusé en France à ce jour. Il s'agit du drame personnel de deux frère et sœur qui débarquent à Athènes le jour du coup d'Etat. Œuvre étrange et anticonformiste, si on en croit la critique.

Jeudi 17 juillet

20 h 35. A2 — Le capitain. Film d'André Hunebelle avec Bourvil et Jean Marais. Un film de cape et d'épée. L'action se passe en 1616 à la cour du jeune Louis XIII.

20 h 30. FR3 — L'amour Tango. Téléfilm avec Magali Noël, Jean Bouise. Les mésaventures d'un infirmier dans un hôpital de province. Une comédie loufoque, une charge du corps médical et pas mal de drôlerie.

Vendredi 18 juillet

22 h 15. TF1 — Michel Berger au Zénith : retransmission du spectacle d'avril dernier.

21 h 35. A2 — Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot, avec Georges Dumézil, un chercheur linguiste qui manie 30 ou 40 langues et a passé sa vie à comparer les mots, les langues et les mythes. Une discussion qui promet d'être intéressante.



La collection Presses Pocket a réédité récemment *L'île des Pingouins* d'Anatole France, ainsi que du même auteur *Le livre de mon ami*. Heureuse initiative, car l'œuvre d'Anatole France a quasiment disparu des éditions bon marché et notamment du Livre de Poche.

Ecrit en 1908, *L'île des Pingouins* est un roman d'histoire-fiction et d'anticipation, inspiré par les idées socialistes dont se réclamait alors Anatole France. C'est d'abord un pamphlet contre une certaine conception réactionnaire de l'histoire. Anatole France écrit *L'île des Pingouins* six ans avant la Première Guerre mondiale. Il y dénonce la guerre prochaine et surtout

"L'île des Pingouins"

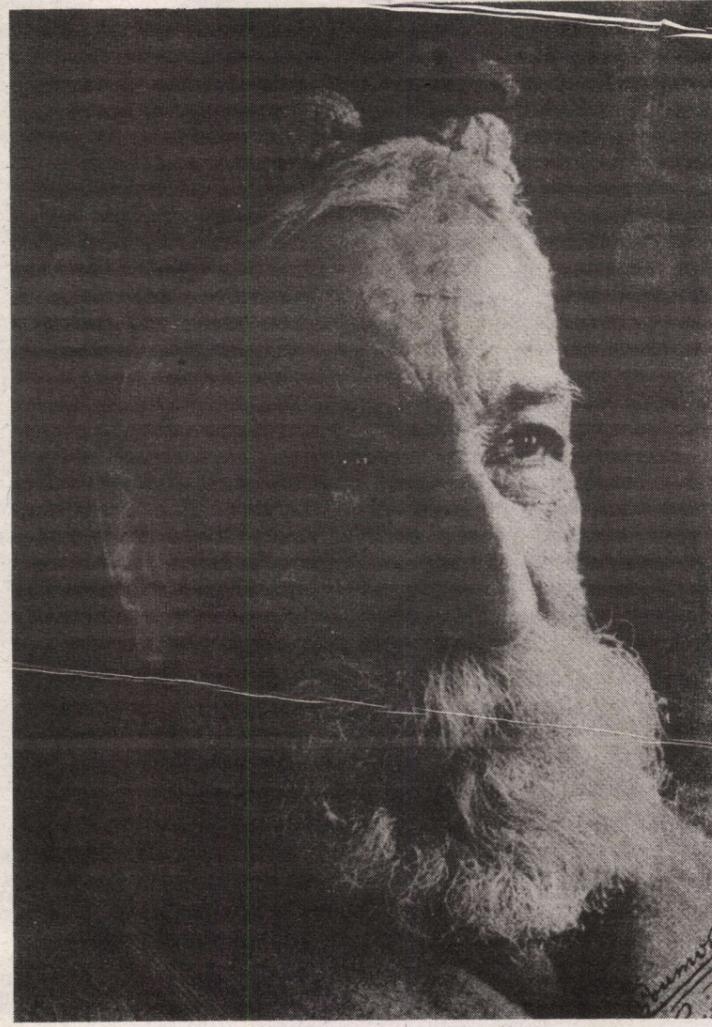
l'appétit des conquêtes coloniales et la lutte que se livraient les financiers européens pour le partage des marchés, qui allait y conduire.

Le roman commence comme une fable irréligieuse et anticonformiste. Les Pingouins furent à l'origine des âges transformés en êtres humains suite à la bévue d'un moine évangéliste à la vue basse qui abordant la Pingouinie confondit les volatiles avec des hommes et les baptisa. Les malheureux Pingouins gardèrent de leur origine bestiale bien des travers et une histoire faite de violences et de brutalités.

Le sexe féminin devint "le beau sexe" avec les premiers voiles qui communiquèrent aux femmes "un attrait invincible", ce qui amena la fraction mâle

des Pingouins à cheminer "nez dardé sur le centre sphérique d'une jeune demoiselle une fois "ce centre voilé de rose" par les artifices du Malin premier pas de la civilisation. On apprend aussi l'origine de cette société et de la propriété privée qui la fonde : la violence et le vol, avec le premier Pingouin qui s'approcha de son voisin : "Un petit Pingouin tout brûlé de soleil qui arrosait ses laitues et lui cria : "Ton champ est à moi". En ayant prononcé cette parole puissante, il abattit sa massue sur la tête du petit Pingouin... Désormais, "cultiver la terre est une chose, la posséder, un autre... La propriété a pour noble et glorieuse origine la force, elle naît et se conserve par la force". Anatole France s'inspire ainsi plus de Proudhon que du courant anarchiste que Marx, mais cette façon de tester la propriété dans une société de nantis et de pillage manquait pas de force.

Enfin après "une succession de vicissitudes inouïes" on arriva à la période moderne "Les Pingouins établirent un gouvernement des Pingouins par eux-mêmes". Et c'est un tableau féroce de cette Troisième République bourgeoise "La Pingouinie succomba sous le poids de ses armements. Les riches, gens de négoce d'affaires s'y soumettaient bon cœur, par patriotisme parce qu'ils comptaient sur les soldats et sur les marins pour défendre leurs biens et acquiescer au-dehors des marchés et territoires ; les grands industriels poussaient à la fabrication des canons et des navires par zèle pour la défense nationale afin d'obtenir de nouvelles commandes"... C'est l'époque des guerres industrielles. Ainsi que l'explique un député du riche pays la Nouvelle Atlantide : "Dès qu'une de nos industries ne trouve pas à écouler ses produits, il faut qu'une guerre lui ouvre de nouvelles



MOTS CROISÉS

SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	A	M	I	N	O	I	R		R
II	O	P	E	R	A	T	O	I	R	E
III	N	U	L		R	O	N	D	I	N
IV	G	R	I		D	R		E	S	C
V	W	A	T		R	E	S	T	A	
VI	Y		T	R	I	A	S		O	R
VII		L	E	A		G		B	U	T
VIII	F	I		B	O	I	S	E	R	
IX	E	C	R	A	S	E	M	E	N	T
X	R	E	I	N		S	E	R	A	S

Sélection ciné

UNE FEMME POUR MON FILS
d'Ali Ghanem

L'histoire d'un mariage traditionnel dans l'Algérie d'aujourd'hui... Fatila ira jusqu'à la révolte ouverte. Un film nuancé et intéressant, qui dénonce la condition de la femme et aussi celle de l'homme...

Utopia Champollion 5^e (VO).

PIRATES
de Roman Polanski

A la fin du 17^e siècle, les aventures teintées d'humour noir d'un pirate

Dans les salles parisiennes

haut en couleur et de son mousse. Du grand spectacle !

Gaumont les Halles 1^{er} (VO), George V 8^e, Galaxie 13^e, Gaumont Parnasse 14^e, Les 7 Parnassiens 14^e, Gaumont Convention 15^e, 7 Parnassiens 14^e.

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Denfert 14^e (VO).

SALVADOR
d'Oliver Stone

Un reporter américain, à la recherche d'un reportage-choc, enquête au

Salvador. Un film-dénonciation sur la répression, la terreur, la guerre civile organisées par le régime avec l'appui des USA.

Triomphe 8^e (VO).

LA VIE EST A NOUS
de Jean Renoir

Dans le cadre du centenaire du Juin 36, le Studio 43 rediffuse une copie neuve de ce film réalisé en 1936. Film de propagande du PCF à la veille des élections d'avril-mai 36 c'est un document sur la France de l'époque, telle que la voyait le PCF de l'émeute fasciste de février 34 à la naissance du Front Populaire.

Studio 43 9^e.



débouchés. C'est ainsi que cette année nous avons eu une guerre du charbon, une guerre du cuivre, une guerre du coton. Dans la Troisième-Zélande, nous avons tué les deux tiers des habitants afin d'obliger le reste à nous acheter des parapluies et des bretelles..."

Mais fort heureusement, les Pingouins avaient "la première armée du monde. Les Marsouins aussi. Et il en était de même de tous les autres peuples de l'Europe... Toutes les armées sont les premières du monde. La deuxième armée du monde, s'il pouvait en exister une, se trouverait dans un état d'infériorité notoire, elle serait assurée d'être battue, il faudrait la licencier tout de suite..."

Sur le même ton persifleur, France dénonce le monde des

politiciens de cette Troisième République, arrivistes, corrompus, sans parole ; aux scandales financiers, l'affaire du Mississipi (Panama), se sont ajoutées les tentatives de la réaction nationaliste et royaliste avec l'amiral Chatillon (Boulangier) et l'affaire de la condamnation de Pyrot (Dreyfus). La République n'a plus pour partisans que les seuls ouvriers.

Mais les chefs ouvriers, les plus socialistes en paroles, retournent leur veste une fois au pouvoir. C'est ainsi que le révolutionnaire "L'arrivée" qui, lors de l'affaire Pyrot-Dreyfus, se proposait "d'asséner au militarisme des coups mortels", une fois élu député, "et devenu chef de la nouvelle majorité, fut porté par la Chambre et l'opinion à la présidence du Conseil.

Il se montra l'énergique défenseur des tribunaux militaires qui avaient condamné Pyrot... Le gouvernement de la République demeura soumis au contrôle des grandes compagnies financières..." et cela devint en quelque sorte la coutume de la vie politique "de mettre dans tout ministère destiné à combattre le Socialisme, un membre du Parti Socialiste, afin que les ennemis de la fortune et de la propriété eussent la honte et l'amertume d'être frappés par l'un des leurs et qu'ils ne puissent se réunir entre eux sans chercher du regard celui qui les châtierait le lendemain".

Vision prémonitrice. La Première Guerre mondiale était proche. Mais Anatole France lui aussi sombra sous l'immense

pression qui entraîna la majorité du mouvement socialiste dans l'Union sacrée avec la bourgeoisie. Avec la guerre, retiré en province, amer, il céda devant les lettres d'insultes et de menaces qui lui demandaient de se renier ouvertement et de collaborer à la guerre. Il écrivit quelques lettres aux soldats français pour les encourager "contre le militarisme allemand" et malade, âgé de soixante-dix ans, il proposa même, ultime dérision, de s'engager. Toutefois, il faut lui reconnaître qu'il se reprit en partie avant la fin de la guerre dans une lettre à un ami, de février 1917, qui fut en partie censurée puis publiée où il laissait éclater son indignation du refus du gouvernement français et des socialistes au gouverne-

ment d'accéder à la demande de paix séparée de l'Autriche.

La révolution ayant éclaté en Russie, il refusa de collaborer plus longtemps au courant socialiste jusqu'aboutiste et envoya son "salut à la libre Russie" (août 1917) et rejoignit avec les intellectuels du groupe Clarté la cause des Soviets et de la révolution ouvrière menacée alors par l'intervention alliée. Et c'est lui qui fut l'auteur de la formule reprise tant de fois : "On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels" (Lettre à Marcel Cachin de juillet 1922, publiée dans *L'Humanité*).

Cécile BERNIER

L'île des Pingouins, d'Anatole France - Presses Pocket : 21 F.

Anatole France, compagnon de route du mouvement ouvrier socialiste

Anatole France fut un ami de Jaurès, un porte-parole des idées socialistes, antimilitariste militant et dreyfusard de la première heure, un homme qui était apparu en maintes circonstances comme le défenseur d'un idéal de justice et de liberté.

Certes, les surréalistes et bien d'autres après eux (notamment dans la génération de 1968), qui faisaient profession de détruire les vieilles gloires, l'ont traité de "cadavre"... après sa mort. Mais dans les années 1980, bien des écrits d'Anatole France gardent beaucoup plus de vitalité et de véracité que ceux de bien de ses détracteurs.

En tout cas, les livres d'Anatole France témoignent encore aujourd'hui de la vivacité du courant socialiste à la fin du siècle dernier jusqu'à la guerre de 1914-1918, et de la liberté d'esprit de toute une génération d'intellectuels.

Anatole France est né d'un père libraire en 1844. Il ne s'appelait pas France mais Thibault. France était le pseudonyme de son père qu'il reprit. Imprégné de culture classique, passionné par les idées matérialistes du philosophe grec Epicure transcrites par le poète latin Lucrèce, à ses débuts littéraires, Anatole France était fort éloigné du mouvement ouvrier. Il suivit même un temps le général Boulanger!

Mais à l'inverse de bien d'autres qui, une fois leur rou-

geole contestataire passée, s'assagissent avec la célébrité et les honneurs, c'est sur le tard, c'est-à-dire sur la cinquantaine, au faite de sa carrière (reçu à l'Académie française pour une production littéraire jusque-là relativement anodine) qu'Anatole France, journaliste et critique littéraire à la mode, devint l'écrivain qui aujourd'hui encore touche par sa flamme contestataire et son parti pris anticonformiste.

Après quelques contes gentiment irrégieux comme *Thaïs* ou *La Rôtisserie de la Reine Pédauque*, il se lança dans une véritable comédie humaine des moeurs bourgeoises du temps qu'il connaissait bien (c'était son monde) avec son *Histoire contemporaine* (4 volumes) : *L'Orme du Mail*, *Le mannequin d'osier*, puis *L'Anneau d'améthyste* et *Monsieur Bergeret à Paris*.

En 1890, la question sociale devint à l'ordre du jour. Après la tuerie de Fourmies, la grève de Carmaux, syndicats et Bourses du travail se développèrent. Jaurès faisait ses débuts. L'avocat Aristide Briand lançait des appels à la grève générale et Jules Guesde proposait la nationalisation des entreprises sans rachat. Et puis éclata l'affaire Dreyfus (1897) qui pendant 12 ans devait cristalliser la vie politique du pays. C'est le point tournant de sa vie, l'occasion de sa rencontre avec Jaurès et ses débuts aux côtés du mouvement socialiste.

Dès lors, il se dépensa en de

nombreuses réunions populaires, dans les soirées ouvrières des Universités Populaires, au Théâtre Civique, de même qu'il se mit à écrire dans *L'Humanité*, le journal du Parti Socialiste.

A ses anciens amis qui lui reprochaient son engagement politique et son utopisme, il répondait : "Sans les utopies d'autrefois, les hommes vivraient encore misérables et nus dans les cavernes..." Il narrait ceux qui s'obstinaient à ne pas comprendre les raisons de son engagement : "Je suis socialiste (...) et je le suis chaque jour davantage. (...) Je suis socialiste parce que le socialisme est la justice, je suis socialiste parce que le socialisme est la vérité, qu'il sortira du salariat aussi fatalement que le salariat est sorti du servage. (...) Je suis socialiste encore pour une raison plus délicate, plus particulière. Je le suis par plaisir (...) parce que en tant que socialiste, je suis injurié par les abêtis, les poltrons, les ignorants".

Lui, l'intellectuel, pour qui la culture était une seconde nature, s'émouvait de la curiosité passionnée, du goût de l'étude qu'il découvrait dans le monde ouvrier. Le fond de toute sa démarche, c'était d'éveiller le sens critique de son lecteur, de dire la vérité qui se cache derrière le voile des mots. Il dénonçait les politiciens qui se parent de discours socialistes pour finir en ministres bourgeois. De même il dénonçait les

conquêtes coloniales pour ce qu'elle sont : "La forme la plus récente de la barbarie", là où maints socialistes de l'époque ne voyaient pourtant qu'œuvre civilisatrice.

Ses meilleures idées, il les empruntaient au mouvement socialiste. C'est ce qui inspire ses œuvres les plus percutantes, *Crainquebille* (1901), dénonciation de la justice de classe, *L'île des Pingouins* (1908) ou encore *La Révolte des Anges* (1913), autre roman d'anticipation sociale.

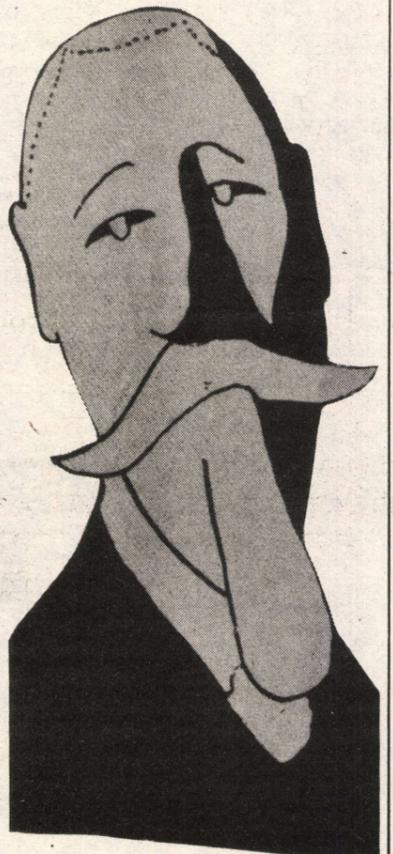
1905, la révolution éclate en Russie, il dénonce "l'alliance de la France et du Tsar" qui a "causé d'effroyables ruines. Et elle ne nous a rien rapporté sinon une atteinte de tsarisme" (février 1905 meeting universitaire pour la Russie) et lors des massacres de décembre 1905. "C'est aux bords de la Néva, de la Vistule et de la Volga que se décide en ce moment le sort de l'Europe nouvelle et de l'humanité future. (...) Nos pères en 89 ont enseigné à l'Europe la révolution bourgeoise et voici qu'en retour les prolétaires russes nous donnent des leçons de révolution sociale".

Dans son roman *Les Dieux ont soif* (1912) dont l'action se situe à Paris dans les quelques mois qui précèdent la chute de Robespierre, il met en garde les révolutionnaires sur les problèmes du pouvoir, à propos de la rupture qui s'est opérée à cette

période entre le petit peuple de Paris et ceux qui gouvernaient en son nom.

Ce fut sans doute l'une des forces du mouvement socialiste de l'époque que d'avoir su entraîner un tel compagnon de route, de lui donner l'inspiration au besoin, sans pour autant jamais lui lier la plume ni lui dicter ce qu'il avait à écrire.

C.B.





LA BANQUE MONDIALE ET LA FAIM DANS LE MONDE

Le profit affame les peuples

La Banque Mondiale, dont dépend le FMI, vient de publier un rapport sur l'agriculture dans le monde : un constat d'un bon nombre de "déséquilibres"...

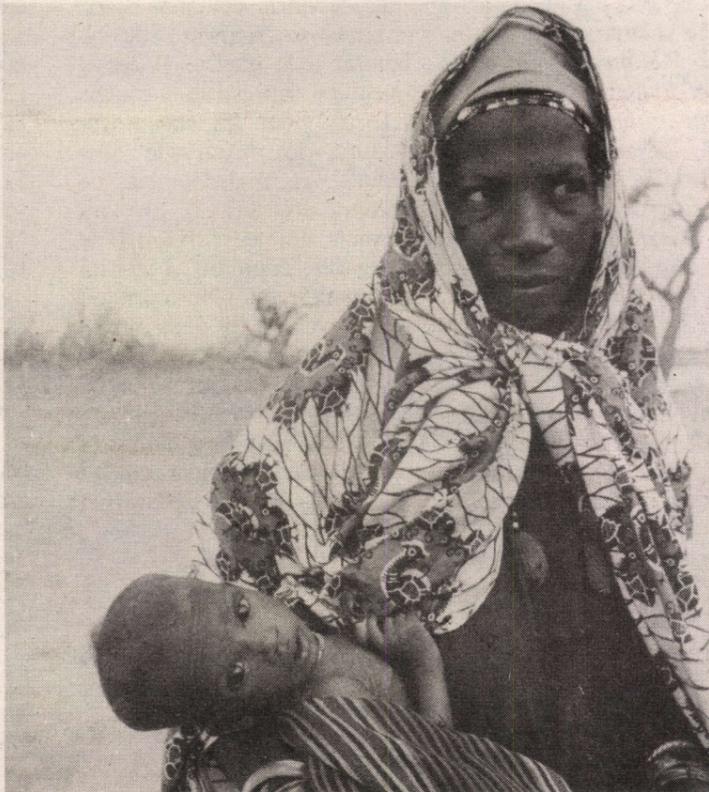
On y apprend ainsi que "la plus grande partie des exportations alimentaires mondiales provient des pays industrialisés où la production alimentaire coûte cher et est consommée dans les pays en voie de développement où les coûts sont plus bas".

Autrement dit, la cause de la faim dans le monde est le manque de revenus des populations de la planète, non pas le manque de production, c'est on ne peut plus vrai.

Eh oui, la Banque Mondiale ne peut que constater que la production agricole des pays riches ne trouve pas preneur sur le marché mondial, non pas faute de besoins à satisfaire, mais faute d'argent pour payer. C'est cela la crise.

Quant à la production agricole vivrière des pays pauvres, explique la Banque Mondiale, elle ne peut se développer dans les conditions actuelles du marché parce que, dans ces pays, les Etats subventionnent les denrées alimentaires de première nécessité qu'ils importent, pour les vendre à des tarifs particulièrement bas pour que la population puisse quand même se nourrir. Ce qui freine inévitablement les productions vivrières locales.

Ce que ne précise pas ce rapport, c'est que ces productions vivrières ont été détruites bien souvent dans le passé par le développement de cultures industrielles à bas prix destinées aux pays riches. Mais c'est ce qu'il reconnaît quand il constate qu'il a fallu la crise de l'arachide pour qu'au Niger, des cultures de base pour la population, comme le sorgho ou le niébé, aient repris.



Au Niger (photo AFP).

Les financiers de la Banque Mondiale en appellent donc à en revenir à la vérité des prix et à la liberté des échanges. Vœux pieux quand il s'agit de réduire les subventions des trusts alimentaires dans les pays riches, mais vœux qui signifient, dans l'immédiat, un renchérissement du coût de la vie dans les pays du Tiers Monde.

Car c'est justement la liberté du commerce capitaliste qui a ruiné les pays du Tiers Monde, qui a transformé les pays du Tiers Monde en fournisseurs à bas prix de coton, huile, café pour le monde riche, alors que leur agriculture ne peut plus nourrir leur population et dusent les trois quarts de la planète crever de faim!... Jusqu'à ce que les peuples de la planète, las des souffrances et de la faim, secouent ce vieux système, le brisent, et avec lui les Etats qui le maintiennent.

C.B.



Le gâchis : le prix du profit...

5 milliards d'hommes... 4 milliards de pauvres

D'après les instituts démographiques, la Terre compterait aujourd'hui 5 milliards d'êtres humains.

5 milliards, dont plus d'un milliard en Chine, 800 millions en Inde, 450 mil-

nourriture suffisante... Pour une petite minorité, le 20^e siècle, comme on dit, pour l'immense majorité, la Préhistoire!

Le spectacle affigeant qu'offre la misère de quatre cinquièmes de l'humanité donne naissance, dans nos pays riches, à l'explication aberrante qu'il y aurait trop de naissances, que la Terre serait trop peuplée.

Piètre explication! La Belgique a une densité voisine de celle de l'Inde, l'Europe une densité bien supérieure à celle de l'Afrique, le plus pauvre de tous les continents... et le moins peuplé!

Dans l'histoire des hommes, le rapport entre la richesse et le nombre d'habitants a toujours été à l'inverse : l'accroissement numérique de l'humanité n'est pas une raison de pauvreté, il est au contraire un signe que les contraintes matérielles sont incapables d'enrayer ce développement, la capacité de créer des richesses nouvelles des hommes augmentant plus rapidement encore que l'humanité!

Discuter, aujourd'hui, du nombre d'hommes et de femmes qui conviendrait le mieux à notre planète, discuter du "contrôle des naissances", dans lequel nombre d'économistes voient une "solution" au développement de la misère, n'a pas de sens.

Aujourd'hui, les moyens existent de nourrir tous les hommes, de leur offrir des conditions de vie en rapport avec ce que nous savons, d'ores et déjà, faire. A elle seule, la production alimentaire des pays les plus riches suffirait à nourrir toute l'humanité, et il ne s'agit que de la production existante :

car, dans ce domaine comme dans d'autres, l'économie est régie par les raisonnements malthusiens de l'économie capitaliste : tous les hommes ont bien un ventre, mais bien peu ont un porte-monnaie suffisamment garni, et les dirigeants de l'économie capitaliste préfèrent détruire la nourriture plutôt que de distribuer ce qu'on a le culot d'appeler les "excédents".

Les règles qu'imposent les quelques dizaines de millions d'exploiteurs du monde (moins de deux hommes sur cent!) pour vivre leur vie de privilégiés privent les hommes non seulement du genre de vie que pourraient permettre les techniques actuelles, mais même de tout moyen de subsistance, même archaïque!

5 milliards d'hommes, c'est plus du triple qu'au début du siècle.

Cette progression est le signe que l'humanité dans son ensemble s'est donné les moyens techniques et scientifiques de s'affranchir d'une simple économie de survie.

5 milliards d'hommes, ce serait des possibilités immenses, si l'on considère ce que pourraient engendrer 5 milliards de cerveaux débarrassés de l'obsession de la pénurie alimentaire, quand la société capitaliste réduit à néant le potentiel de 4 milliards d'entre eux.

Mais 5 milliards d'hommes et de femmes, c'est aussi un rapport numérique toujours plus écrasant en faveur des pauvres et qui nous rend confiants dans les capacités de ceux-ci à débarrasser la planète de la barbarie qui entrave le développement de l'humanité.

Jean-Jacques FRANQUIER

BRÉSIL

Le plan "Tropical" : austérité et rationnement pour la population

Le plan "Tropical" mis en place il y a quatre mois par le gouvernement brésilien pour juguler l'inflation était présenté pour l'instant par les autorités comme une réussite : l'inflation avait été de 235 % en 1985 ; à la vue de ces quatre premiers mois, le gouvernement affirme qu'elle pourrait n'être que de 12 % pour l'année 1986.

Mais il y a les statistiques officielles d'une part, et celles du gouvernement brésilien sont pour l'instant bonnes, il y a les réalités d'une autre.

D'après le journal *Libération* des 5 et 6 juillet, si le gouvernement a bloqué les prix, les grossis-

tes, eux, se sont vite adaptés : depuis un mois, ils rationnent les détaillants, créant une pénurie de produits de première nécessité (tout au moins sur le marché officiel où les prix sont limités) en attendant de les vendre plus cher. Le lait est distribué au compte-gouttes : pas plus d'un litre par client dans certaines grandes villes. Le programme gouvernemental de distribution de lait aux plus défavorisés est remis à plus tard. La viande, elle aussi, se fait rare sur les étalages.

Quant aux industriels de l'industrie pharmaceutique ou de l'électroménager, ils ont trouvé un autre moyen pour tourner le

blocage des prix : des médicaments de grande consommation, comme les vitamines, sont remplacés par d'autres, équivalents : rien ne change sauf le nom... et le prix. Dans l'électroménager, on rajoute aux appareils un petit gadget inutile, et l'augmentation de prix devient légale.

La population, qui a jusque-là payé d'une baisse constante de son pouvoir d'achat une inflation galopante, paye maintenant d'une autre façon, par la pénurie (à moins que ce ne soit par la nécessité d'avoir recours au marché noir) la lutte contre l'inflation.

C.A.